

20 juin 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, avec l'agence de presse "Qatar News Agency" le 20 juin 2009, sur les relations entre la France et le Qatar, la question iranienne, la coopération militaire avec les Emirats arabes unis, le conflit au Darfour et le dossier israélo-palestinien.

Q - Les relations franco-qatariennes sont désormais un modèle à suivre. Comment évaluez-vous, Monsieur le Président, le niveau auquel sont parvenu ces relations et les perspectives d'avenir dans les différents domaines ?

R - L'histoire de la relation entre la France et le Qatar, c'est d'abord celle d'une amitié ancienne qui ne s'est jamais démentie. Mais vous avez raison de souligner qu'au cours des dernières années, cette relation a atteint une intensité que jamais elle n'avait connue auparavant. Vous parlez de "modèle", c'est vrai, le partenariat que nous avons construit entre nos deux pays est, à bien des égards, exemplaire.

Sur le plan politique d'abord. C'est sans doute dans ce domaine que nos relations se sont le plus développées ces dernières années. Sur tous les grands sujets, nos deux pays se parlent et se consultent en permanence. J'ai moi-même l'occasion d'évoquer régulièrement les principaux dossiers internationaux avec Son Altesse Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, dont l'avis compte beaucoup pour moi, car il est un homme de modération, un sage de la région.

Grâce à ce dialogue, nous sommes devenus de véritables alliés sur la scène internationale. Alliés pour la paix d'abord : sur plusieurs dossiers essentiels, la France et le Qatar ont uni leurs efforts et permis des avancées décisives. Je pense bien sûr au Liban, où notre engagement conjoint a joué un rôle déterminant pour aider ce pays à sortir de la crise politique dans laquelle il était plongé. Je pense également au Darfour, où nos deux pays ont pris des initiatives importantes et se sont mutuellement beaucoup soutenus. Alliés, la France et le Qatar le sont aussi pour proposer au monde un nouveau multilatéralisme, plus équilibré, plus juste et plus respectueux des nouvelles réalités internationales.

Alliés enfin, nous le sommes pour promouvoir le dialogue des cultures et des civilisations, dont notre monde a tellement besoin. Parce qu'il est un pôle de modération, d'ouverture et de modernité, le Qatar peut jouer un rôle irremplaçable pour aider le monde à relever l'un de plus grands défis de notre siècle: éviter l'affrontement suicidaire en l'Occident et l'Orient, que certains veulent à tous prix nous imposer.

La coopération entre la France et le Qatar est aussi stratégique. Depuis 1994, nos deux pays sont liés par un accord de défense. Avec l'ouverture, il y a un mois, d'une base militaire française permanente à Abou Dabi, ce partenariat stratégique est appelé à se renforcer encore.

Nos relations comportent aussi un volet économique très important, qui est en plein essor. Je me réjouis que les entreprises françaises soient de plus en plus nombreuses à participer au développement de votre économie et que le Qatar leur accorde une confiance de plus en plus grande, comme vient encore de le montrer l'annonce, au Bourget, d'une commande de 34 A320. De leur côté, les investisseurs qatariens s'intéressent de plus en plus à la France, ce qui est une excellente nouvelle.

Enfin je n'oublie pas un dernier aspect de notre relation, auquel je suis particulièrement attaché et qui, j'en suis sûr, va beaucoup se développer dans les prochaines années, je veux bien sûr parler de notre coopération dans le domaine culturel et scientifique, notamment en matière d'éducation. Au mois de septembre, HEC a signé un accord avec la Fondation du Qatar qui permettra d'offrir, en coopération avec l'Institut français du pétrole et Total, des formations en management spécialisées dans le domaine de l'énergie. C'est un exemple parmi tant d'autres et beaucoup d'autres projets sont en cours, comme celui de Saint-Cyr Qatar ou de l'Institut Pasteur. Vous l'avez compris, je suis profondément attaché à la relation très forte qui existe entre nos deux pays. La visite d'Etat de Son Altesse Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani sera justement l'occasion de célébrer cette amitié et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'avenir. A titre personnel, je me réjouis de revoir Son Altesse l'Emir pour qui j'ai, comme vous le savez, beaucoup d'estime et d'amitié.

Q - La France est membre du Groupe des six grandes puissances impliquées dans les discussions sur le programme nucléaire iranien. Ne pensez-vous pas, Monsieur le Président, qu'il est nécessaire de traiter ce dossier dans un cadre plus global qui aborderait la situation nucléaire dans l'ensemble de la région, y compris la puissance israélienne et son indispensable adhésion au Traité de non-prolifération des armes nucléaires ?

R - La France, avec l'ensemble de ses partenaires de l'Union européenne, soutient l'objectif des Etats de la région de créer une zone sans armes de destruction massive et leurs vecteurs. Ce principe, nous le défendons activement dans toutes les enceintes internationales, mais c'est naturellement un objectif à terme.

La crise du nucléaire iranien, elle, pose à la sécurité de la région et du monde une menace immédiate.

C'est même l'un des plus grands dangers qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité internationale. Je veux quand même rappeler que c'est l'Iran qui menace de rayer un pays de la carte, pas l'inverse et d'ailleurs, il n'y a pas un seul mais beaucoup de pays dans la région qui s'inquiètent des ambitions nucléaires iraniennes. Cette préoccupation, nous la partageons, comme d'ailleurs l'ensemble de la communauté internationale. C'est la raison pour laquelle l'Iran a déjà fait l'objet de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Et c'est pourquoi la perspective d'un Iran doté de l'arme nucléaire est clairement inacceptable.

C'est donc la résolution de la crise du nucléaire iranien qui rendra possible l'édification d'une zone sans armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient, et non l'inverse. Le Conseil de sécurité des Nations unies ne dit d'ailleurs pas autre chose.

Avec nos partenaires européens, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour tenter de trouver une issue pacifique à cette crise en adoptant, dès 2003, une approche fondée sur la fermeté et le dialogue, avec des offres de coopération extrêmement ambitieuses, y compris dans le domaine du nucléaire civil, à condition que l'Iran respecte ses obligations internationales. Les autorités iraniennes n'ayant pas répondu à ces propositions, nous avons accentué notre politique de sanctions et d'isolement. C'est une très bonne chose que Barack Obama ait décidé de nous rejoindre sur la voie de ce dialogue exigeant, parce que c'est, j'en suis convaincu, le seul moyen de régler pacifiquement cette question.

Mais le temps presse, et les Iraniens doivent maintenant choisir entre la coopération et l'isolement croissant.

Un mot, enfin, des développements politiques auxquels nous assistons, même s'ils ne sont pas liés au dossier nucléaire. Ce qui se passe en Iran est extrêmement inquiétant et l'attitude des autorités de Téhéran face au désir légitime de vérité d'une grande partie de la population iranienne est inexcusable.

Téhéran, après avoir conduit son peuple à l'isolement en se mettant de lui-même au ban de la communauté internationale, le prive aujourd'hui de ses droits démocratiques les plus élémentaires.

C'est aux Iraniens eux-mêmes de choisir leurs dirigeants.

Il faut que la lumière soit faite sur ces élections, parce que les Iraniens ont droit à la transparence

Il faut que la lumière soit faite sur ces élections, parce que les Iraniens ont droit à la transparence et à la vérité. Il faut que la répression et les violences contre des manifestants pacifiques cessent parce qu'elles n'ont aucune justification. Il faut que les libertés d'expression, de communication, que le travail des journalistes, iraniens comme étrangers, soient respectés.

Cela, nous ne le demandons pas pour nous, la communauté internationale. Nous le demandons pour les Iraniens, dont le choix doit être respecté et nous le demandons pour les Iraniens, attachés à leur démocratie qu'ils ne veulent pas voir bafouée et nous le demandons pour les Iraniens, ce grand peuple, qui mérite tellement mieux que ce à quoi ses gouvernants le condamnent.

Q - La diplomatie qatarienne a enchaîné les succès dans la région du Moyen-Orient, notamment dans le dossier libanais et actuellement, avec la crise à Darfour. Comment considérez-vous les efforts de Doha dans la recherche d'une solution à la crise ? Les actions qatariennes sont-elles en contradiction avec la position de la France envers certaines parties ?

R - Les autorités qatariennes ont fait le choix de s'engager pleinement dans les affaires du monde en menant une diplomatie à la fois ouverte et active. La France a toujours soutenu la volonté du Qatar de jouer un rôle plus grand sur la scène internationale, parce que nous sommes convaincus que votre pays peut apporter à la région et au monde une contribution décisive en faveur de la paix. Vous l'avez d'ailleurs prouvé à de nombreuses reprises. Parce qu'il incarne l'ouverture, la modération, la tolérance, le Qatar peut jouer un rôle irremplaçable. Il peut être un pont entre l'Orient et l'Occident, un trait d'union entre les cultures et entre les peuples.

Et la France est à vos côtés. Aujourd'hui, nos deux pays sont devenus de véritables partenaires pour la paix. Sur de nombreux dossiers, nous travaillons main dans la main avec un seul objectif : être utiles.

On l'a vu au Liban, où nos efforts conjoints ont été absolument décisifs pour aider les Libanais mettre un terme à la crise politique profonde qui déchirait le pays. C'est le plan en quatre points proposé par la France qui a servi de base à l'accord historique signé par l'ensemble des parties libanaises à Doha, sous le parrainage de l'Emir du Qatar, et tracé la voie vers la sortie de crise. C'est encore sous l'égide du Qatar et de la France que le Liban et la Syrie ont décidé, le 13 juillet dernier à Paris, d'établir pour la première fois de leur histoire des relations diplomatiques.

Sur le Darfour, nos deux pays ont également uni leurs forces et se sont mutuellement beaucoup soutenus pour tenter de mettre un terme à cette tragédie. Je me suis réjoui de l'engagement personnel très fort de l'Emir dans cette crise. La France fut la première à lui témoigner tout son soutien et sa confiance totale. Je continue naturellement à le soutenir dans ses efforts.

L'engagement du Qatar est une chance, pour la région comme pour le monde. Ensemble, nos deux pays continueront à mettre leur amitié au service de la paix.

Q - Vous avez inauguré récemment une nouvelle base militaire permanente française, aux Emirats arabes unis. Cette base, la première dans son genre, illustre-t-elle une transformation de la stratégie française visant à intensifier sa présence dans la région ? D'autres projets similaires sont-ils prévus dans l'avenir ?

R - Depuis plusieurs années déjà, la France est engagée stratégiquement dans la région puisque, à la suite de la première guerre du Golfe, nous avons signé des accords de défense avec le Koweït, les Emirats et bien sûr le Qatar.

Avec l'ouverture d'une base française à Abou Dabi, notre engagement stratégique dans la région prend réellement une nouvelle dimension. Avec cette base, la France signifie qu'elle est prête à s'engager totalement aux côtés de ses alliés et qu'elle entend participer pleinement à la stabilité de cette région essentielle pour l'équilibre du monde.

L'ouverture de cette base, si elle est d'abord un élément de notre partenariat avec les Emirats, a aussi une dimension régionale car elle permettra de renforcer notre coopération stratégique avec l'ensemble de nos alliés dans la zone, à commencer par le Qatar.

Au-delà de ces partenariats bilatéraux, nous nous employons, depuis plusieurs années, à favoriser l'émergence d'une véritable coopération multilatérale régionale entre nos différents alliés dans le Golfe. C'est ce que nous avons commencé à faire en associant, en 2008, votre pays, le Qatar, à l'exercice militaire "Gulf Shield" qui jusque là ne réunissait que les Français et les Emiratis.

Dans une zone aussi troublée que la vôtre, alors que les menaces s'accroissent, il est, je crois,

essentiel que les pays qui, comme le Qatar, sont des pôles de modération et de stabilité se retrouvent pour travailler ensemble à leur défense et à leur sécurité communes.

Q- Pensez-vous qu'il serait possible de parvenir à un règlement politique du conflit israélo-palestinien et israélo-arabe dans la période à venir ? Comment jugez-vous la position du gouvernement de Netanyahu refusant les efforts de règlement ? Et Paris peut-il aider à avancer le processus de règlement ?

R - Depuis mon élection, j'ai voulu que la France et avec elle l'Europe, se réengagent pleinement dans le processus de paix israélo-palestinien. Si je l'ai fait, c'est parce que je suis convaincu que nous pouvons être utiles. La France a su gagner la confiance de toutes les parties, Israéliens comme Palestiniens, parce qu'elle tient à chacun un seul et même langage, celui que l'on doit à ses amis, celui de la vérité. C'est comme cela, et comme cela seulement, que nous pourrons les aider à trouver ensemble le chemin de la réconciliation.

Et ce chemin, je le dis sans ambiguïté, passe par la création d'un Etat palestinien. Personne aujourd'hui ne peut sérieusement penser que l'on pourra construire la paix dans cette région sans donner aux Palestiniens l'Etat auquel ils aspirent depuis si longtemps, et auquel ils ont droit. Jamais je ne transigerai avec le droit à la sécurité d'Israël, mais je le dis à mes amis israéliens : la création d'un Etat palestinien indépendant, moderne, démocratique et viable est la meilleure et peut-être la seule véritable garantie de sécurité pour Israël.

Dans ce contexte, je ne peux que saluer la perspective tracée par le nouveau Premier ministre israélien d'un Etat palestinien. C'est une avancée importante. Mais aboutir à la paix impose d'aller bien au-delà, sans poser de préalable à la négociation. Il faut maintenant que les deux parties définissent les contours de cet Etat palestinien et abordent toutes les questions relevant du statut final, notamment le statut de Jérusalem, les frontières et la question des réfugiés. La France, l'Europe sont prêtes, si les parties le souhaitent, à apporter des garanties pour la mise en oeuvre d'un tel accord.

Il faut enfin que la confiance revienne entre les parties, que la réalité change sur le terrain. C'est pour cela que la France, avec ses partenaires européens, avec les Etats-Unis et avec l'ensemble de la communauté internationale, demandent un gel immédiat de la colonisation et une réouverture de Gaza.

Vous me demandez si je crois que la paix possible. Oui, j'en suis convaincu. C'est pour cela que la France s'engage. Je me réjouis aujourd'hui que les Etats-Unis aient décidé de se ré-impliquer sur ce dossier si important et surtout qu'ils le fassent avec une approche équilibrée et constructive. Jamais sur la question israélo-palestinienne, l'approche des Etats-Unis et celle de l'Europe n'avaient été si proches. C'est une force, car Européens et Américains ne sont jamais aussi forts, aussi capables de faire bouger les lignes que lorsqu'ils sont unis.

Mais une chose est certaine, c'est que la paix ne pourra venir que des parties elles-mêmes. La paix est toujours un choix et ce choix, personne ne pourra le faire à leur place.

Q - La femme joue un rôle de premier plan dans la société qatarienne et l'Etat accorde, sous le commandement de Son Altesse l'Emir, une importance grandissante à sa participation à la vie quotidienne dans ses différents aspects. Aussi, Son Altesse Cheikha Mozah Bint Nasser Al Missned est un bon exemple à suivre pour la femme qatarienne et arabe.

Comment évaluez-vous l'orientation suivie par l'Etat du Qatar dans ce domaine, notamment celle visant à faire participer la femme qatarienne dans la fonction publique, la prise de décision et les postes ministériels ?

R - La France se bat pour que les droits des femmes soient respectés partout dans le monde. C'est une question à laquelle je suis moi-même particulièrement attaché.

C'est pourquoi je suis très sensible aux efforts que le Qatar a entrepris dans le sens d'une plus grande considération et d'un rôle accru de la femme dans la société. De plus en plus de femmes occupent aujourd'hui des postes à responsabilités, à tous les niveaux et dans tous les domaines: politique, économique ou social. C'est une avancée importante, dont on ne peut que se réjouir parce qu'elle est synonyme de modernité et de progrès. Le Qatar, et vous avez raison de le rappeler, est à cet égard un pays pionnier dans la région.

Cette évolution doit beaucoup à l'implication personnelle de Son Altesse l'Emir et de son épouse. L'action de Son Altesse Cheikha Mozah bint Nasser Al Misnad est sûrement le symbole le plus fort de cette modernité et de cette ouverture. Je pense notamment aux projets en faveur du secteur éducatif mis en oeuvre dans le cadre de la Fondation du Qatar et dont elle est l'inspiratrice. Son travail est admirable et la France souhaite lui apporter tout son soutien.